



Prime de fin d'année à La Poste : il manque 700 € !

19/12/2018

Généralement, on a pour habitude de dire que plus un discours est long, moins le chiffre à la fin est élevé. Y. Desjacques s'est fendu d'une longue intervention, dont le but était de justifier qu'il manque au final 700 € par rapport à ce qui a été annoncé dans plusieurs autres grandes entreprises. Ce montant de 1000 € est d'ailleurs exigé par plusieurs fédérations syndicales de La Poste, dont Sud PTT.

Beaucoup de chiffres ont été alignés par M. Desjacques : le budget des activités sociales, l'intéressement, la masse salariale, les frais d'exploitation, les charges financières etc. Autant de chiffres qui, selon lui, invitent à modérer la prime dont E. Macron a demandé le versement. Seulement, dans cette longue allocution, plusieurs chiffres ont été oubliés par le DRH. Le montant du CICE notamment, qui avoisine le milliard sur le cumul des trois dernières années. L'ardoise laissée chaque année par l'Etat, ce dernier ne compensant pas les missions de service public (portage de presse, péréquation tarifaire, présence postale, accessibilité bancaire). Le montant de ce manque à gagner dépasse les 500 millions d'euros annuels. Ce chiffre témoigne d'une certaine duplicité de l'Etat. C'est la même duplicité dont il s'agit en ce qui concerne cette prime. **Autrement comment expliquer que de grands groupes privés versent une prime de 1000 €, alors qu'une entreprise dont l'actionnaire majoritaire est encore l'Etat se contente de 300 € pour les salaires jusqu'à 1,5 fois le SMIC, et 200 € pour les salaires de 1,5 à 3 fois le SMIC ? Pour la fédération Sud PTT, de l'argent, il y en a pour payer cette prime qui revient de droit aux postières et aux postiers. 1 000 € pour toutes et tous, cela représente moins d'une année de CICE.**

Si les dirigeants de la Poste ne savent pas où chercher pour combler les 700 € qui manquent, nous avons une solution très simple : il suffit de diviser les dividendes versés aux actionnaires sur une année par le nombre de salarié·e·s du groupe La Poste. Le résultat, à deux euros près, est précisément de 700 € !

Une fois de plus, pour obtenir son dû de la part de patrons au porte-feuille en peau d'oursin, il n'y a pour Sud PTT qu'un moyen : le rapport de force. C'est bien parce que le mouvement des gilets jaunes a créé un rapport de force dans le pays que l'idée d'une prime de fin d'année a été mise sur la table. Pour obtenir plus, il faut donc se mobiliser plus, qu'il s'agisse de cette prime, d'une prime de vie chère annuelle du type 13e mois ou des augmentations de salaires.

La fédération Sud PTT proposera aux autres fédérations de se réunir pour prendre des initiatives en ce sens.